

ZÉRO EURO POUR LES HÉROS ?

Pendant le confinement, on les applaudissait tous les soirs. Seulement voilà, le gouvernement n'a pour l'instant pas fait grand-chose d'autre que... de les applaudir. Aux hospitaliers, il propose une médaille et les honneurs du 14 juillet, ainsi qu'une « prime Covid », mais pas pour tout le monde et pas au même montant ! Voilà qui donne le ton du « Ségur de la santé », inauguré ce lundi en grande pompe par Édouard Philippe.

Ségur truqué

Donc sept semaines de 'négociations' à venir, sur l'avenir de l'hôpital : « C'est aux acteurs [de terrain] de prendre la parole. Et je voudrais qu'on les écoute », dit Édouard Philippe. Comme si les hospitaliers l'avaient attendu pour faire entendre leurs revendications : arrêt des fermetures des lits et des suppressions de postes, embauches massives, titularisation des contractuels, augmentation de 300 euros net pour toutes et tous.

Ces revendications, tout le monde les connaît depuis la grève des urgences, commencée il y a plus d'un an et relayée par nombre de mouvements dans les hôpitaux, Ehpad, maternités, hôpitaux psychiatriques... L'automne dernier, le gouvernement faisait encore la sourde oreille. Aujourd'hui ?

L'assassin au chevet de sa victime

Dans le viseur d'Édouard Philippe : les « blocages » du monde hospitalier. On croit rêver. Qui bloque les salaires dans le secteur public depuis dix ans, si ce n'est l'État ? Qui bloque le budget de l'Assurance maladie, qui chaque année augmente moins vite que les dépenses de santé ? Une politique d'austérité qui conduit à fermer des lits, des services et à supprimer des postes. L'État pourrait encore reprendre une partie de la dette des hôpitaux, cela ne changera rien tant que les moyens ne suivront pas ! Macron, Philippe et Vèran au chevet de l'hôpital public ? Cela ressemble fort à un mauvais polar où l'assassin viendrait au chevet de sa victime.

Pour éviter la flambée de colère, ils cherchent à diviser. Aux médecins débordés par les tâches administratives et comptables, Philippe promet un « choc de simplification ». Pour les flatter (et s'attirer les grâces de quelques mandarins), il leur promet une plus grande place dans la « gouvernance » des hôpitaux, ce qui revient à les inviter à gérer la misère.

Aux soignants, il annonce une revalorisation sala-

riale « significative » (sans préciser les montants), oubliant ainsi tous les personnels hospitaliers non soignants. Comme si les agents administratifs n'étaient pas aussi mal payés que les soignants ! Comme si ceux et celles qui travaillent dans les blanchisseries, qui traitent les déchets contaminés des hôpitaux, ou qui nettoient les chambres des malades n'étaient pas, eux aussi, en première ligne !

Pour comble, le gouvernement évoque de nouvelles attaques. Pour faire face au sous-effectif, syndicats et collectifs demandent des embauches. Philippe répond que « la question du temps de travail n'est pas taboue ». Donc pas d'embauches, mais travaillez plus (sans être sûrs de gagner plus !) : on connaît la chanson. Mais les hospitaliers, déjà exténués et qui croulent sous les heures sup (la plupart du temps même pas payées), veulent juste un salaire décent. Et leurs revendications sont celles de tout le monde du travail !

Un « pognon de dingue »... pour qui ?

Macron, qui en somme, prétend vouloir investir un « pognon de dingue » dans les hôpitaux, n'arrose en fait que les actionnaires. Si l'hôpital était une entreprise du Cac 40, le gouvernement l'aurait déjà sauvé. Ainsi, tout en avouant qu'il ne va pas s'opposer aux licenciements ni aux fermetures d'usines, il s'apprête à sortir des milliards pour renflouer Renault. Mieux : il annonce déjà de nouvelles baisses d'impôts pour les entreprises industrielles !

Alors, pour le grand patronat, la politique du gouvernement est à coup sûr la meilleure possible. Du point de vue des « premiers de corvée », dans les hôpitaux et sur tous les lieux de travail, il faut juste faire... l'inverse. Aux actionnaires de payer ! 300 euros pour tous ! Interdiction des licenciements ! Partage du travail entre tous !

Poker face

On est vraiment très chanceux de pouvoir compter sur la bienveillance de nos chefs d'équipe pour nous rappeler les précautions contre l'épidémie. D'après ce qu'on observe, ces mesures ne sont effectives que lors des pauses et des périodes calmes. En effet, elles sont vite oubliées lorsqu'il faut être plus rentable.

Rien n'a changé : la sécurité est importante que si elle ne gêne pas la production.

Un nouveau jeu à la PIC ?

Ces dernières semaines, on a pu constater que des gilets gris jouaient régulièrement à cache-cache dans les couloirs de la PIC, notamment au moment des pauses et des fins de services. En fait, ils jouaient surtout à nous fliquer sur les mesures barrière, comme à l'école... sans doute une manière de faire oublier l'irresponsabilité de La Poste pendant la période de confinement. Il serait temps qu'on siffle la fin de la récré !

Renault, La Poste, même combat !

Le Canard Enchaîné a dévoilé le projet de Renault de fermer 4 usines et centres techniques. L'objectif est de produire toujours plus mais avec moins d'ouvriers, en augmentant les cadences et la productivité dans ses autres usines. Une annonce écœurante quand on connaît les conditions de travail qui existent déjà sur les chaînes de production automobile et quand on sait que le groupe Renault a fait 24 milliards de profits ces dix dernières années !

A La Poste, on connaît la musique. Il y a quelques années c'était la PIC d'Arras qui fermait pour gagner un loyer et augmenter la productivité à Lesquin. Une petite économie pour La Poste, qui fait perdre tous les ans des centaines d'euros de carburant aux collègues qui font la route depuis le Pas-de-Calais. A la Poste comme à Renault, ras le bol des fermetures d'usines !

Tu peux pas «test» la concurrence !

Pour être testé au covid-19, rien de plus simple : il suffit de faire son choix parmi les quelques 160 tests disponibles sur le marché. Est-ce que les résultats seront fiables ? Comparables ? Pourra-t-on exploiter scientifiquement les résultats de ces tests ? Mais enfin, pourquoi s'en soucier ? Un test médical, ce n'est pas fait pour améliorer la santé, pas celle des gens en tous cas... Du moment que ces tests permettent aux capitalistes de faire de la comm' sur les

mesures sanitaires qu'ils ont mises en place, et qu'en plus ils garantissent un nouveau marché ouvert à la concurrence et de juteux profits pour les entreprises du secteur, de quoi pourrions-nous nous plaindre ?

Vaccin sur tapis vert

Lundi dernier, en conséquence d'annonces positives de l'entreprise Moderna concernant un projet de vaccin contre le Covid-19, son cours en bourse s'est envolé de 20 %... avant de retomber de 10 % le lendemain, du fait d'une publication scientifique relativisant les nouvelles de la veille. Un vaccin serait le meilleur moyen de mettre fin à l'épidémie. Mais pour les requins de la finance, c'est surtout un pari qui peut s'avérer gagnant. Imaginez à quelle hauteur s'élèverait l'action Moderna si le projet arrivait à terme. Sans parler des dividendes que la société, qui n'a jusque-là pas commercialisé un seul médicament, pourrait distribuer à ses actionnaires...

Hongkong : manifestation contre le confinement des libertés

À Hongkong, pour lutter contre le Covid-19, les rassemblements à plus de huit personnes sont interdits. Pourtant, ce dimanche 24 mai, des milliers de personnes sont descendues dans les rues et ont affronté la police. Les messages qui circulaient via Telegram appelaient à manifester contre un projet de loi sur la « protection de la sécurité nationale » au nom de laquelle le gouvernement chinois enferme ceux qui osent le critiquer.

Depuis 1997 et la rétrocession d'Hongkong, auparavant colonie britannique, à la Chine, le gouvernement de Pékin cherche à museler une population qui jouit d'une plus grande liberté que sur le reste du territoire. Le gouvernement chinois comptait peut-être sur la peur du Covid-19 pour empêcher toute riposte collective à ses nouvelles attaques... C'est raté !

